

La montée des jeunes

Madeleine Gauthier

Numéro 89, printemps 2007

Modernisation, changements, turbulences : les années 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/6911ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gauthier, M. (2007). La montée des jeunes. *Cap-aux-Diamants*, (89), 29–32.

LA MONTÉE DES JEUNES

PAR MADELEINE GAUTHIER

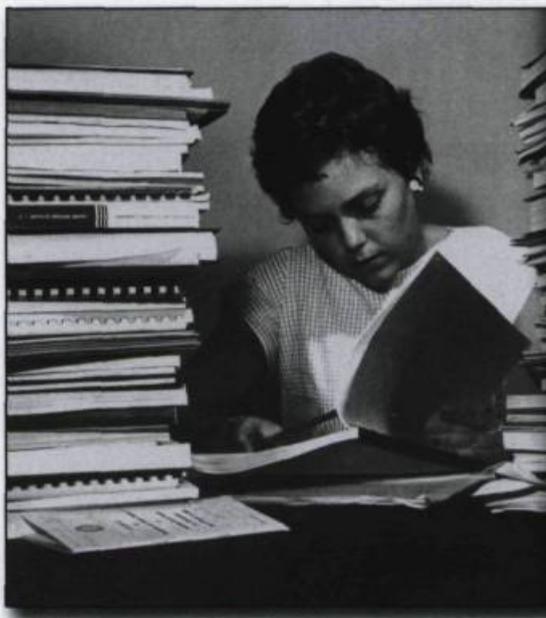
« ... les années 1960 sont celles de la jeunesse », diront les auteurs de *l'Histoire du Québec contemporain* (Linteau, Durocher, Robert et Ricard, 1986). Encore aujourd'hui, la jeunesse des années 1960 est considérée comme la jauge de ce qui devrait caractériser le dynamisme des jeunes et, en particulier, de leur engagement social et politique.

Cette jeunesse ne fut pourtant pas une génération spontanée. Tant de transitions ont marqué les années 1950 et ont préparé ce qui allait être la montée des jeunes de la décennie suivante. Qu'on se rappelle le « décollage » de la société québécoise qui a suivi la Grande Guerre. Il fut d'abord marqué par la prospérité, bien qu'interrompue momentanément par une crise économique en 1957. En politique, le Québec s'affirmait de plus en plus face au gouvernement fédéral jusqu'à signer sa première entente internationale avec Paris, en 1964. Plusieurs mouvements d'idées alimentaient l'effervescence des jeunes et des moins jeunes à travers les médias, dont la télévision de création récente. Une revue deviendra le symbole de cette circulation d'idées nouvelles : *Cité libre*. Quels changements dans les mentalités et dans les aspirations à un mieux-être pour tous!

Pour comprendre comment s'est affirmée la jeunesse au cours de cette décennie, il importe donc d'en rappeler le contexte avant même d'en identifier les particularités, la façon dont elle s'est manifestée et de conclure sur ce qu'elle a contribué à apporter pour la suite de l'histoire.

UN CONTEXTE FAVORABLE À LA MONTÉE DES JEUNES

Avoir vingt ans au début et au cours des années 1960, c'était être conscient de participer à une des périodes les plus effervescentes de l'histoire récente du Québec. Ce fut le cas de ceux qui ont précédé la première vague du baby-boom et des premiers baby-



Le 24 avril 1961, le premier ministre Jean Lesage annonce la création d'une Commission royale d'enquête sur l'éducation dont la présidence est confiée à M^r Alphonse-Marie Parent. La commission Parent dépose son premier rapport le 22 avril 1963. Le 19 mars 1964, Paul Gérin-Lajoie devient le premier ministre de l'Éducation. (*Le Mémorial du Québec*, volume VII, p. 274).

boomers eux-mêmes qui ont constitué la cohorte la plus nombreuse de ce siècle. Cette arrivée massive des jeunes était accompagnée, depuis les décennies précédentes, d'un désir, pas encore totalement réalisé cependant, de permettre au plus grand nombre d'accéder à une formation secondaire ou technique. L'obligation scolaire votée en 1943 s'étendait jusqu'à quinze ans révolus. La structuration du milieu étudiant s'est complétée au cours de cette décennie par la réforme de l'éducation à la suite du rapport Parent (1964), la création des cégeps et celle de l'Université du Québec et de ses constituantes.

La réforme des institutions sociales était déjà bien amorcée dans le domaine de la santé et des affaires sociales sous l'impulsion d'un mouvement social qui débordait les limites du Québec, une sorte de réformisme social et politique qu'on nommera plus tard l'État-providence et la social-démocratie.

Au début des années 1960, mécontents de la hausse des tarifs de la Commission des transports, les étudiants de l'Université de Montréal organisent une marche de protection jusqu'à l'hôtel de ville. (*Le Mémorial du Québec*, tome VII, p. 160).



Un nouveau nationalisme se révélait à travers le désir d'occuper le domaine économique. Le slogan «C'est le temps que ça change» qui a contribué à porter le Parti libéral au pouvoir le 22 juin 1960, n'était pas sans enthousiasmer une jeunesse nombreuse, avide de participer aux nouveaux défis que les leaders de l'heure n'avaient pas de peine à soulever. Qu'on se rappelle le célèbre «Maître chez nous» de celui qui allait proposer la nationalisation de l'électricité en 1962, devenue le symbole de la capacité à se prendre en mains de ceux qui préféraient désormais se dire Québécois plutôt que Canadiens français.

L'Expo 67 préparait l'ouverture du Québec aux autres cultures. Elle a constitué un élément de la révolution culturelle en cours dont la révolution sexuelle qui sera aussi symboliquement marquée par la loi 16 de 1964 qui reconnaissait l'égalité juridique des femmes, l'arrivée de la pilule contraceptive en 1967 et la loi sur le divorce de 1968.

La « contre-culture », sous l'inspiration du mouvement hippie et autres en provenance de nos voisins du Sud, battait son plein et trouvera son apogée au cours de ces années qui seront tout à la fois des années de chaos et de grandes réalisations pendant lesquelles les jeunes, au sortir de l'adolescence, auront conscience de « refaire le monde » au diapason de la jeunesse de tout le monde occidental.

UNE TÊTE DE FILE : LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Ce n'est certes pas toute la jeunesse qui bougeait, mais toute la jeunesse pouvait se ressentir de la vague de fond qui animait le mouvement étudiant. Ce mouvement a comporté deux phases distinctes : sa structuration au début de la décennie accompagnée et suivie de manifestations de masse. Il s'est dissout à la fin de la décennie comme une sortie de scène qui allait laisser des traces dans l'imaginaire collectif.

■ « Le nom choisi par les membres : Parti québécois ». Sur cette photo, Gilles Grégoire et René Lévesque (aux deux extrémités) au Colisée de Québec, le 14 octobre 1968. (*Le Mémorial du Québec*, volume VIII, p. 111).

La structuration du mouvement étudiant suivait un courant international dans les rapports sociaux de groupe qui allait marquer tout l'Occident. Ce mouvement prônait la prise en charge des milieux par les premiers intéressés eux-mêmes. Qu'on pense au mouvement syndical et même à l'Action catholique qui inspireront le mouvement étudiant des années 1960. Si la Jeunesse étudiante catholique revendique, en 1961, le droit de vote à dix-huit ans, elle avait déjà contribué à doter le milieu secondaire et les collèges classiques de services dans les écoles : presse étudiante, ciné-clubs, programmes d'action nationaux et autres qui contribuaient à former des « chefs » selon l'expression de l'époque et à éveiller le milieu étudiant à sa propre réalité et à d'autres qui le dépassaient.

Le milieu étudiant universitaire et certains collèges classiques puiseront leur inspiration dans une autre source, le mouvement ouvrier. Dès le début des années 1960, les associations étudiantes universitaires, soit l'Association des étudiants de Laval et l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEL et AGEUM), les deux seules universités francophones à l'époque, acceptaient la Charte de Grenoble qui définissait l'étudiant comme un « travailleur intellectuel ». L'idée de « cogestion » était dans l'air : l'AGEL l'a revendiquée en 1963 comme mode de participation à part entière à la vie de l'université. On ne peut manquer de voir là l'influence du syndicalisme qui inspirera le mode d'action qu'adopteront les associations étudiantes par la suite.

Déjà, en 1962, le congrès de la Presse étudiante nationale (PEN) avait affirmé la nécessité de la syndicalisation du milieu étudiant. La même année voyait la fondation de la Fédération des associations générales des collèges classiques du Québec (FAGECCQ). À peine deux ans plus tard, ce sera au tour des universités de se constituer en Union générale des étudiants (UGEQ). Cette union se retire au même moment que la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC). Les revendications au cœur de l'action de ces associations furent nombreuses. Elles viseront, entre autres, le gel des frais de scolarité et formeront un front commun sur la gratuité scolaire en 1966. Le mouvement prendra alors une allure revendicatrice qui fera craindre les autorités universitaires.

La volonté de structurer le milieu étudiant s'étendait à l'ensemble des jeunes. La Fédération des mouvements de jeunesse (FMJQ) a vu le jour la même année que l'UGEQ mais elle n'a pas duré. La tentative de réunir en un même lieu des mouvements aussi différents que l'AGEUM et la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ne pouvait avoir de lendemain. Des tendances antagonistes en avaient marqué la fondation : les uns voulaient en faire un mouvement de pression, les autres, un lieu d'échanges et de rencontres.



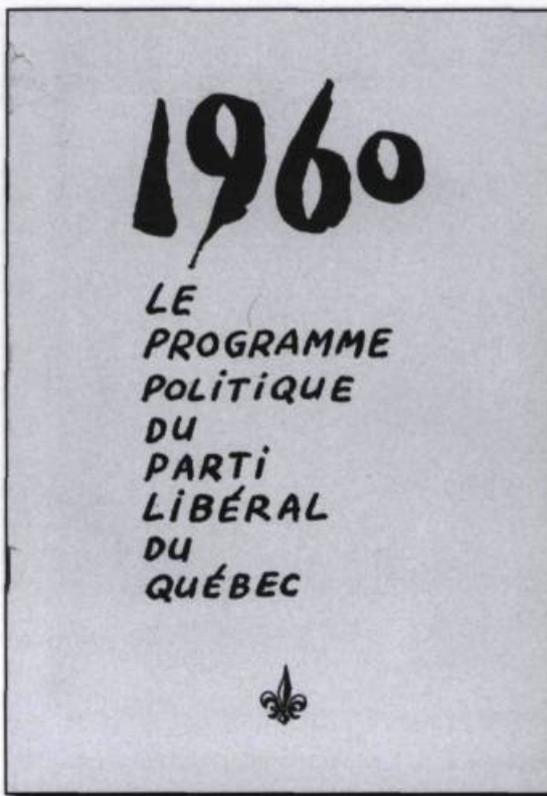
Le mouvement étudiant s'est lui-même sabordé en 1969 par la dissolution de l'UGEQ, de l'AGEUM et de l'AGEL. Le congrès de l'UGEQ de 1969 avait mis en évidence la division interne du milieu étudiant entre une tendance politique radicale portée par le Mouvement syndical politique et un regroupement d'anciens leaders des cégeps qui voulaient changer la société à partir de l'institution scolaire elle-même.

La structuration du milieu étudiant et la tentative de structuration de l'ensemble des mouvements de jeunesse n'étaient là que prétexte à une contestation globale de la société, dont sa dépendance économique. Elles marquaient un tournant décisif dans la volonté des étudiants et des autres groupes de jeunes de se percevoir comme citoyens à part entière et non seulement comme groupes aux visées corporatistes, ce qui constituait une tentation de l'époque. « Il faut changer le système » était devenu le nouveau slogan du milieu étudiant et du milieu jeune qui, à la différence du mouvement étudiant en France n'avait pas réussi à mobiliser toute la société. Certains y voyaient plutôt un manque d'organisation des maisons d'enseignement. L'occupation des cégeps, selon des analystes, inquiétait davantage le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean-Guy Cardinal, et les médias d'information, que la population dans son ensemble. La plupart se contentaient de regarder avec étonnement les frasques de cette jeunesse dorée un peu turbulente. La décennie de 1970 montrera pourtant que ces années de contestation étudiante présageaient déjà les révoltes du mouvement ouvrier et d'une certaine branche nationaliste.

LES MANIFESTATIONS DE MASSE

Si la structuration du mouvement a favorisé l'émergence et le déploiement de l'action étudiante, ce sont plutôt les manifestations de masse qui ont suscité à la fois l'intérêt et la crainte pour ce qui se passait dans ce milieu. L'énumération des motifs de manifestation de ces années serait longue. Qu'il suffise d'en montrer la variété et l'originalité en lien avec les idéologies de l'heure.

L'orientation syndicaliste du mouvement étudiant a poussé les organisations à prendre parti et à appuyer des causes fort hétéroclites. En 1965, le mouvement étudiant appuiera les grévistes de La Grenade Shoes Ltd. L'année suivante, ce sera au tour des bibliothécaires de l'Université de Montréal de recevoir le même appui. On boycottera la cafétéria de la même institution à cause de la hausse des prix. L'année suivante, appui sera donné aux enseignants grévistes principalement situés dans la région de Montréal, contre la loi 25 qui ordonnait leur retour au travail. Le mouvement pour la paix et contre la ségrégation raciale recevra aussi la caution du mouvement étudiant. Les jeunes manifesteront contre la discrimination aux États-Unis et contre la guerre au



« C'est le temps que ça change ». Programme du Parti libéral de 1962, présenté pour les élections du 22 juin. (Coll. Yves Beauregard).

Vietnam en 1965. En 1969, un groupe d'étudiants occupera l'Université Sir George Williams pour protester contre la ségrégation raciale.

Ces années se caractériseront par la montée d'un mouvement nationaliste d'un type particulier. Tous ceux qui ont vécu ces années se souviennent de la manifestation, en 1962, contre les déclarations anti-francophones du président des « Canadian National Railways ». La manifestation contre la venue de la reine au Québec en 1964 demeurera célèbre. C'est la question de la langue d'enseignement qui deviendra peu à peu la question mobilisatrice par excellence. Même si elle ne fut pas le fait des seuls étudiants, ils furent nombreux à en faire leur cause. C'est ainsi que ce que l'on nommera la « bataille linguistique » de Saint-Léonard catalysera les forces qui se manifesteront plus tard, en 1969, contre le projet de loi du gouvernement Bertrand, le « Bill 63 », à propos de la liberté de choix de la langue d'enseignement. La même année, une autre manifestation exigera la francisation de l'Université McGill.

Le mouvement étudiant a connu son apogée en 1968 avec la grève dans les cégeps (15 sur 23) de création récente, les grèves jusque dans les écoles secondaires et le retrait des étudiants universitaires des structures de participation pour lesquelles d'autres s'étaient battus antérieurement. « Collaborer, c'est se faire f... », scandaient des étudiants qui ne manquaient pas de sujets de revendication : les prêts et bourses, la création d'une nouvelle université de langue française à Montréal, le manque de communication avec les autorités locales jusqu'à





Manifestation des étudiants du cégep François-Xavier-Garneau, vers 1965. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, P 428/PN/21).

la revendication de l'autogestion dans certains cas. Tout devenait prétexte à une contestation globale de la société québécoise dans ses structures, dont sa dépendance économique. L'atmosphère était à la contestation.

IL EN RESTE TOUJOURS QUELQUE CHOSE

La fin abrupte du mouvement étudiant qui aura duré à peine une décennie a pourtant laissé des traces si ce n'est le souvenir de la frénésie dans la manière de « se battre contre le système ». Il faut laisser deux leaders étudiants de l'époque décrire cet enthousiasme :

« On amplifiait volontiers, on extrapolait de façon assez peu scientifique mais tellement sincère. On se téléphonait de cégep en cégep et de cégep à faculté pour savoir comment ailleurs on vivait. Les salles de l'UGEQ, devenues quartier général, remplies de militants sans chef. Lorsqu'on rentrait avec des nouvelles d'un collègue, lorsqu'on téléphonait à Gaspé, à Shawinigan ou au cœur de Montréal, c'était dans une euphorie. » (Pierre Bédard et Claude Charron cités par Pierre Bélanger).

Cet enthousiasme est longtemps demeuré dans la conscience collective et a servi à mesurer la capacité d'engagement des cohortes qui ont suivi. Mais plus qu'une représentation, ce mouvement a donné lieu à divers types d'associations et d'engagements par la suite. Une tendance s'orientera vers la politique provinciale dans le Parti québécois ou la politique municipale à Montréal. La solidarité avec les travailleurs s'exprimera par la création des Travailleurs étudiants du Québec (TEQ) dont les

militants se retrouveront dans un mouvement radical, le Front de libération populaire (FLP) et par la suite, dans le Front d'action politique (FRAP). Ces dernières associations seront nettement d'inspiration marxiste orientées vers la lutte contre l'exploitation par la classe dominante. D'autres sous-groupes se fondront dans la contre-culture poussant l'expérience de la fraternité jusqu'à la vie dans les communes et celle de la liberté dans l'usage de la drogue et une vie sexuelle sans contrainte.

LA CONSTRUCTION SOCIALE DE LA JEUNESSE

Le mouvement étudiant des années 1960 aura de plus concouru à la construction sociale d'une autre période du cycle de vie qu'est la jeunesse. L'allongement des études, par la création des cégeps et de nouvelles universités aura, avec l'affirmation de la jeunesse telle qu'on ne l'avait jamais vue auparavant, contribué à constituer un espace de vie qui n'est plus l'adolescence, mais qui n'est pas totalement la vie adulte telle qu'on pouvait la concevoir à l'époque. Certains sociologues ou anthropologues ont mis cette construction en évidence. Il n'y a qu'à penser à la célèbre allocution inaugurale de Marcel Rioux à l'Université de Montréal en 1965, publiée plus tard sous le titre *Jeunesse et société contemporaine*. Il reconnaissait dans la jeunesse un rôle d'acteur et le vecteur des transformations de la société. En 1970, Jacques Lazure proposera sa propre lecture du mouvement étudiant dans *La jeunesse du Québec en révolution* autour de trois caractéristiques de cette révolution à la fois culturelle, sexuelle et nationaliste.

Ces années auront apporté au Québec une cure de rajeunissement qui permettait d'envisager d'autres possibles et qui reste encore aujourd'hui gravée dans la mémoire collective. ✱

Pour en savoir plus :

Bélanger, Pierre, *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*, Montréal, ANEQ, 1984.

Gauthier, Madeleine, « Le mouvement étudiant des années soixante comme aspect du mythe de la Révolution tranquille au Québec? » dans Raymond Hudon et Bernard Fournier, *Jeunesses et politique, Mouvements et engagements depuis les années trente*, Québec et Paris, PUL et L'Harmattan, 1994, p. 233-255.

Lazure, Jacques, *La jeunesse du Québec en mutation*, Montréal, PUQ, 1970.

Rioux, Marcel, *Jeunesse et société contemporaine*, Montréal, PUM, 1969.

Madeleine Gauthier est professeure à l'INRS Urbanisation, Culture et Société et directrice de l'Observatoire Jeunes et Société.